L'ASSURANCE SE REDRESSE, MAIS TROP LENTEMENT

L'année 1994 a vu le secteur belge de l'assurance améliorer sa rentabilité, mais ses coûts restent trop élevés. La progression de l'activité est surtout due aux bons d'assurance. Une analyse de Christian Jaumain.

Le marché belge de l'assurance a connu en 1994 une augmentation de sa rentabilité, mais son expansion repose sur des bases encore fragiles: telle est la conclusion principale d'une étude réalisée sur plus de 180 compagnies belges par le professeur de l'UCL Christian Jaumain et qui sert de base à la nouvelle édition du «Guide financier de l'assurance», à paraître prochainement chez Kluwer Editorial.

Depuis l'année des tempêtes, en 1990, le secteur de l'assurance belge remonte tout doucement la pente. L'exercice 1993 avait marqué une embellie sensible, qui s'est encore renforcée l'année suivante. Mais, selon Christian Jaumain, la rentabilité du secteur comprend une très faible prime de risque par rapport à un investissement non risqué. Autrement dit, les capitaux des actionnaires de l'ensemble des compagnies ne sont pas suffisamment rémunérés. Le TOP 10 du secteur en termes de primes présente à cet égard un visage avenant: il s'agit des compagnies AG, Smap, Royale Belge, CGER-Assurances, ABB, Assubel, Axa, Patriotique, Assurances Populaires et P & V.

L'amélioration, donc toute relative, est due à deux facteurs: la poursuite de la diminution de la sinistralité en assurances dommages et celle des frais généraux (commissions et frais de gestion).

Le rapport entre les sinistres et les cotisations en non-vie devrait ainsi s'établir aux alentours de 70% en 1994 contre 76% en 1993 et 80% en 1991 et 1992. Le chiffre définitif sera connu lors de la publication du rapport de l'Office de contrôle des assurances (OCA) au printemps prochain.

Une lente diminution est également observée dans les frais de gestion, qui passeraient, en 1994, à 21,5% des primes dans le secteur non-vie et à 16,5% des primes vie. Ici, la diminution des charges serait de 1,5% par rapport à 1993.

Le professeur de l'UCL relève ainsi l'amélioration au cours des 5 dernières années (-4% en non vie et -10% en vie) mais il reste, souligne-t-il, que le total des chargements est encore trop élevé. Au total, ils représenteraient en effet encore plus de 35% des primes dans la branche dommages et plus de 20% dans la branche vie.

La hauteur de ces frais de fonctionnement n'entraîne pas seulement une rémunération relativement basse pour les actionnaires, elle a aussi des conséquences sur la rentabilité des placements des assurés. Christian Jaumain note ainsi que les compagnies belges, en moyenne, n'accordent qu'un peu plus de 6% net sur les assurances vie (4,75% de rende-

ment garanti plus des participations bénéficiaires variables de l'ordre de 2%) alors que le rendement des actifs des compagnies (les placements effectués avec les primes des assurés et les fonds propres) a été en moyenne de 8,5%.

CROISSANCE GONFLÉE

Un levier d'amélioration de la rentabilité serait évidemment d'accroître le volume d'affaires. En données corrigées (c'est-à-dire en reprenant les mêmes entreprises d'une année à l'autre), cette progression des primes n'a pas été négligeable en 1994: +20% en assurance vie (à 164 milliards de F) et +4% en branche dommages (à 302,9 milliards).

L'accroissement total s'élève donc à 10% par rapport à 1993, si l'on tient compte du fait que les chiffres de l'an dernier ne concernent plus que les entreprises ayant leur siège social en Belgique ou à l'extérieur de l'Union européenne, à la suite de l'application du «home country

control» dans le marché unique de l'assurance. Un an plus tôt, ces chiffres concernaient l'ensemble du marché, souligne l'étude.

Selon Christian Jaumain, cet accroissement du chiffre d'affaires n'est dû en grande partie qu'à la fiscalité favorable des bons d'assurances et à des facteurs non récurrents.

Le TOP 10 a récolté l'an dernier près de 50% de l'encaissement total, soit 65% en vie, la branche la plus rentable, et 40% en non-vie.

CGER, DEUXIEME EN VIE

Dans ce TOP 10, un changement notable s'est passé le classement des encaissements dans la branche vie, établi par Risk, la revue spécialisée dans l'assurance et le risk-management.

La CGER-Assurances s'est ainsi hissée, en 1994, à la deuxième place avec un encaissement de 20,16 milliards de F, juste derrière la Smap (26,67 milliards). La filiale du grou-

pe Fortis a dépassé sa sœur, la compagnie AG 1824 (19,58 milliards), qui la devançait pourtant largement l'année précédente. En 1993, AG 1824 et la CGER-Assurances avaient récolté respectivement des primes pour 18,57 milliards de F et 13,69 milliards.

L'explication: le succès du bon d'assurance, un produit typiquement «bancassurance» (vente de produits aux guichets bancaires), ce qui est le mode de distribution dévolu par Fortis à la CGER-Assurances, alors que la compagnie AG 1824 continue à travailler avec des courtiers.

Le gonflement des primes par les bons d'assurance se constate aussi pour Zurich Life en Belgique. Cette dernière a bondi à la 6^e place du classement 1994 (avec un encaissement de 5,56 milliards de F), venant d'un modeste 18^e rang en 1993 (1,6 milliard). Zurich Life a lancé son bon d'assurance avec le Crédit Lyonnais Belgium.

P.S.

L'Echo

MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995